

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 12

Artikel: La bénéfique visite de M. Honecker en Allemagne fédérale
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344815>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La bénéfique visite de M. Honecker en Allemagne fédérale

par le colonel Fernand-Thiébaud Schneider

Le premier déplacement en RFA de l'actuel chef de parti et d'Etat est-allemand est un phénomène important, et il s'est déroulé dans d'excellentes conditions. D'où les nombreuses déclarations officielles intervenues et dont nous nous efforcerons de citer les plus importantes, mais surtout celles des deux grands chefs des deux Allemagnes actuelles. Ainsi, nous évoquerons l'ouverture des entretiens par le chancelier fédéral Kohl, puis les allocutions des deux présidents, avant de résumer le communiqué final et les accords intervenus. Nous citerons aussi quelques déclarations faites lors du passage de M. Honecker en Sarre et à Munich. Et nous ferons mention du discours d'adieu du chef est-allemand à la fin de son séjour en Allemagne fédérale.

*

* *

I. Les discours de M. Kohl, chancelier fédéral, avant et lors de l'arrivée du chef est-allemand

Dès le 26 juin, dans une conférence de presse, le chancelier Helmut Kohl avait annoncé l'imminente visite de M. Honecker, chef du parti SED et de l'Etat est-allemand. Il avait souligné l'importance, pour les deux Allemagnes, de cette rencontre entre les chefs de la RDA et de la RFA. Puis il insis-

tait sur les relations sur lesquelles s'engageait le dialogue prévu.

Les Allemands, dit-il, devront vivre encore un certain temps avec la séparation des deux parties de l'ancien Reich. D'où, dans l'immédiat, la nécessité du dialogue, des relations et déplacements entre l'Allemagne de l'Est et celle de l'Ouest. Ces dernières années, précisait le chancelier, la visite en RFA d'un million de citoyens allemands venus de l'autre Allemagne, alors qu'ils n'étaient pas encore à la retraite, est un fait nouveau. Car, en 1982, ils n'avaient été que 50 000. Dans bien des domaines, dans les échanges culturels notamment, ces relations intensifiées ont abouti à d'heureux accords. La visite attendue de M. Honecker, après les contacts déjà intervenus entre lui et le chancelier Kohl, a confirmé cette heureuse évolution des relations interallemandes. Elle devait donc constituer un succès pour les deux Allemagnes.

Le jour de l'arrivée de M. Honecker, le chancelier Kohl l'accueillait par une allocution de bienvenue dans laquelle il formait des vœux pour une coopération interallemande fructueuse, au-delà des oppositions séparant les deux Allemagnes, en vue d'un travail commun, conformément à la convention signée le 21 décembre 1972 entre les deux pays. Mais, dit-il, la RFA sou-

tient l'unité de la nation et tous les Allemands devront vivre, en toute liberté, une vie commune. Lors de la rencontre à Moscou en mars 1985, une déclaration commune avait précisé que seule la paix devra sortir du sol allemand. L'objectif de la République fédérale est avant tout la création d'une paix avec moins d'armements. Et tout progrès dans les relations Est-Ouest favorisera aussi celles, bilatérales, entre les deux Allemagnes.

Mais la question de Berlin est un problème central pour les deux pays, et la RFA respecte les accords à quatre à ce sujet. Or, ceux-ci ont bien fait apparaître l'appartenance de la partie occidentale de la ville à l'Allemagne de l'Ouest, qui ne saurait y renoncer. Toutefois, les pourparlers entre les deux pays ne devront pas porter sur des questions qui, actuellement, ne sont pas susceptibles d'être utilement évoquées et ne pourront donc pas passer au premier plan. Ces dernières années, dans les relations bilatérales, on estimait nécessaire de ne pas considérer comme valables des discussions portant sur des réalisations impossibles. Il ne faudra pas chercher des solutions dépassant les possibilités de l'un des interlocuteurs. Mais les relations humaines, les échanges de visites plus nombreuses, notamment celles des très jeunes, sont souhaitables et les restrictions dans ce domaine devront être corrigées. Il faut de véritables échanges de vues entre les uns et les autres, dans des rencontres personnelles, sportives et culturelles.

D'une manière générale, d'ailleurs, les droits de l'homme et les questions humaines devront prendre de l'importance dans les relations à développer. Dès le lendemain de l'arrivée du chef est-allemand, trois conventions – sur la protection de l'environnement, sur la coopération scientifique et technique – devront compléter la collaboration déjà engagée pratiquement. Quant aux relations économiques, en net développement, elles seront encore à améliorer et certaines difficultés en la matière devront être éliminées.

Sur le plan commercial, des discussions au sujet d'échanges de courant électrique entre les deux pays sont en cours, même à Berlin-Ouest. Mais une amélioration des relations par chemin de fer est également à poursuivre et le gouvernement ouest-allemand espère une solution sur ce point. De même, ultérieurement, les liaisons aériennes devront également être perfectionnées entre les deux Allemagnes.

En conclusion de son discours d'accueil, le chancelier formait des vœux pour le dialogue et pour une politique commune.

II. Le déroulement de la visite du chef est-allemand

Discours du président von Weizsäcker, lors du déjeuner en l'honneur de M. Honecker, le 7 septembre, à Bonn.

Cette visite, dit le président ouest-allemand, en saluant son invité, est un événement extraordinaire. Et cette rencontre entre Allemands doit être au service de relations raisonnables, dans

lesquelles les rêves ne masqueront pas les réalités. Mais il faudra être constructifs dans les deux Allemagnes, indépendantes l'une de l'autre. Car il y a ce qui unit, d'une part, et ce qui sépare, de l'autre, les deux pays, indépendants l'un de l'autre. Ils relèvent de systèmes et d'alliances différents, alors qu'il y a pourtant les liens qui les unissent, au terme d'une histoire commune qui n'a pas commencé seulement avec Bismarck et ne s'est pas terminée après Hitler. Les deux peuples relèvent de la même nation, mais des différences résultent de systèmes et d'alliances non communs. Malgré ces faits, un travail associé s'impose pour surmonter ces antinomies. Car l'effort commun seul pourra effacer les différences intervenues en Allemagne et en Europe. Résultat qui sera obtenu si, de part et d'autre, les relations restent profondément humaines. Et le chef fédéral rappelait la rencontre bénéfique qu'il avait connue quatre années auparavant, comme maire de Berlin-Ouest, avec M. Honecker. Mais, dit-il, les deux pays devront saisir les chances s'offrant à eux dans les circonstances actuelles, compte tenu de l'évolution en cours dans leur partie du monde. Car les Allemands ont une responsabilité propre en Europe, pour eux-mêmes et vis-à-vis de leurs voisins.

Notre continent commun, poursuivait le président ouest-allemand, est politiquement divisé, mais il présente une histoire commune et un sens de l'unité de tous les Allemands qui se

retrouve aussi dans une culture nationale multiple. Les problèmes les plus importants qui figuraient à l'ordre du jour de la réunion n'étaient susceptibles d'être résolus ni par l'Est ni par l'Ouest, mais ils pourront être maîtrisés par une coopération raisonnable entre les deux Allemagnes.

L'Acte final d'Helsinki, dit M. von Weizsäcker, indique la voie à suivre. Et les deux Allemagnes sont d'accord pour déclarer qu'aucune guerre ne devra surgir du sol allemand. Au contraire, elles sont résolues à diminuer les tensions, dans l'intérêt de tous les Européens, à favoriser la liberté, la confiance, la collaboration. Le processus CSCE devra être poursuivi et les deux Allemagnes pourront le soutenir.

En conclusion, le chef ouest-allemand se disait persuadé que les représentants des deux pays, rassemblés, s'efforceront d'agir au service de la paix sur leur continent.

L'allocution du chef est-allemand Honecker, à Bonn, le 7 septembre 1987, lors du déjeuner offert en son honneur par le président von Weizsäcker.

D'entrée en matière, le chef est-allemand rappelait son entrevue avec M. von Weizsäcker, le 15 septembre 1984, à Berlin. Mais, dit-il, en dépit de concepts politiques de base différents des deux chefs, un accord complet avait pu intervenir entre eux sur la priorité de la sécurité et la confirmation de la paix. Plus jamais une guerre ne devra émaner du sol allemand. Et c'est en raison de ce concept que la

RDA formulera sa politique. En dépit d'ordres sociaux si différents, ce n'est que par la paix que les deux pays allemands auront un avenir bien assuré. C'est en fonction de ce concept que la RDA orientera sa politique, par la voie du dialogue et de la coopération en vue d'un désarmement nucléaire et classique. Or, dit M. Honecker, il est nécessaire et possible de vivre en paix et de coopérer.

Une bonne paix entre voisins exige le respect des réalités résultant de la deuxième guerre mondiale. Il est dangereux de pleurer le Reich lamentablement battu et les deux Etats allemands doivent vivre paisiblement ensemble. C'est là l'attitude qui leur incombe, comme il est d'usage entre pays souverains. Fait déterminant pour les relations de la RDA avec les autres pays, la coexistence pacifique doit être la norme dans les rapports entre Etats.

*Allocution du chancelier fédéral
Helmut Kohl, lors du dîner en l'honneur
du secrétaire général de la RDA,
le 7 septembre 1987, à Bonn.*

Dans ce discours, le chancelier Kohl évoquait le sens de la visite à Bonn de M. Honecker, l'unité de la nation allemande, les possibilités de déplacement de ses concitoyens, la coopération, le contrôle des armements et le désarmement. Les regards de millions d'Allemands, dit-il, sont dirigés vers la réunion en cours, parfois avec des sentiments contraires. La conscience de l'unité allemande apparaît bien à

Bonn, mais cette réunion ne marque nullement une fin. Elle est le fruit d'une évolution née du sentiment commun entre les deux pays il y a quinze ans, lors de la signature de l'accord sur les relations entre eux. La visite du chef est-allemand se situe dans ce contexte, car la rencontre concrétisée ne changera pas l'accord de base. Elle ne modifiera pas les vues différenciées des deux pays sur certaines questions fondamentales. La RDA veut une Europe unie et elle invite le peuple allemand tout entier à procéder sincèrement à la concrétisation de l'unité et de la liberté de l'Allemagne totale.

Cette aspiration reste fidèle à l'accord de base et à la lettre sur l'unité allemande. La guerre et la force ne devront plus jamais être les moyens d'une politique allemande. Nous voulons, dit le chancelier, surmonter la division par la voie du possible.

Le préambule de la loi de base de la RFA proclame une Allemagne unie et invite le peuple allemand tout entier à concrétiser, par une libre détermination, l'unité et la liberté de ce pays. Ce vœu, estime la direction actuelle, correspond à la volonté des hommes d'Allemagne. La question allemande reste ouverte, mais sa solution exigera l'accord du voisin.

Comme il est dit dans l'accord de base entre les deux pays, les droits et les responsabilités des quatre puissances restent valables pour l'Allemagne en tant qu'elle est un tout, ainsi que pour Berlin. Et les positions opposées ne doivent pas empêcher la coopéra-

tion des deux Etats allemands. Bien des choses ont été réglées. Avant les années quatre-vingt, en dehors des retraités, quelque dix mille Allemands de l'Est sont venus en RFA. En 1986, ce furent un million de retraités et plus de 550 000 visiteurs jeunes. Le chancelier formait alors le vœu de voir venir en 1987 plus d'un million d'actifs de la RDA et autant de retraités. Donc un total de deux millions de visiteurs est-allemands.

Mais la collaboration entre les deux Allemagnes et le désarmement s'imposent tant par la raison que par la morale. Les deux pays sont conscients de leur obligation de préconiser la paix et la liberté dans les négociations Est-Ouest. Mais les Allemands savent parfaitement que la grande responsabilité du dialogue incombe essentiellement aux deux Grands. Ce qu'ils veulent, c'est moins d'armes et plus de sécurité. Et le gouvernement du chancelier travaille en ce sens. Car les Allemands sont conscients de leur mission de participer à une paix sûre et juste, surmontant la division de l'Europe, rassemblant les peuples et ouvrant les frontières. Et cette détente reposera sur la dignité de l'homme. D'où le respect des droits de l'homme dans l'Acte terminal de la CSCE.

D'où l'effort allemand en vue des échanges culturels, d'une coopération scientifique et technique, d'une communication générale des informations et expériences en matière de protection contre les radiations. Et la redoute de Bad Godesberg, lieu de rencontre,

rappelle la continuité de l'Histoire de l'Allemagne. Car c'est bien là que Beethoven rencontra Haydn. Mais, concluait le chancelier, les possibilités d'action et de changement subsistent et les futures générations d'Allemands jugeront les responsables actuels d'après la manière dont ils auront surmonté les difficultés du moment, les problèmes pratiques et moraux résultant de la division du pays et du besoin de la paix. Mais la bonne volonté, au service d'une paix générale, permettra l'efficacité. C'est sur ce vœu que le chancelier terminait son exposé, en souhaitant la bienvenue au secrétaire général Honecker.

Allocution du secrétaire général du parti SED et président de la DDR, Erich Honecker, lors du dîner offert en son honneur par le chancelier Helmut Kohl, le 7 septembre 1987.

En remerciant le chancelier de l'accueil amical reçu, le chef est-allemand soulignait la valeur des relations entre la RFA et la RDA et dont la portée dépasse les frontières allemandes. Elles reflètent aussi, dit-il, certaines réalités entre lesquelles il n'y a pas plus d'union apparente qu'entre le feu et l'eau. Et pourtant, incombe aux deux Allemagnes, malgré leur insertion dans les plus puissantes alliances actuelles, la mission de contribuer au désarmement et à la détente. Tout devra être fait afin que du sol allemand ne découle que la paix. Par-dessus les idéologies, c'est bien elle qu'il faudra préserver, car il n'y a pas

d'alternative à une telle politique entre les deux pays allemands. La RDA, poursuivait M. Honecker, aspire à cet effort de la raison et de la bonne volonté. C'est là le sentiment qui animait le chef est-allemand, lorsqu'il a accepté l'invitation de l'Allemagne fédérale.

M. Honecker insistait ensuite sur le maintien de la paix par la préservation d'un juste équilibre des forces classiques et nucléaires. Le monde, dit-il, a besoin de la paix et d'un équilibre des forces à cette fin. L'humanité tirera bénéfice de la situation si la course aux armements terrestres se termine et ne s'étend pas à l'espace. Et le chef est-allemand signalait comme problème primordial l'accord sur l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire; les deux pays allemands devront agir en ce sens. En outre, il exprimait le désir de la RDA d'un corridor dépourvu d'armes nucléaires et d'une zone dégagée d'armes chimiques. Il insistait encore sur la conférence CSCE, susceptible de créer une plus grande confiance réciproque. Puis il évoquait les questions humaines, les droits de l'homme, ainsi que les évolutions dangereuses pour la paix dans le Proche-Orient, en Afrique du Sud et en Amérique centrale.

Il insistait aussi sur la normalisation des relations entre les deux Allemagnes et la mission de celles-ci pour une évolution heureuse de la situation internationale. En dernier lieu, se référant à la déclaration commune de mars 1985, le chef est-allemand citait,

comme base de la politique de son pays, le principe de l'inviolabilité des frontières. Et il formait des vœux pour le développement des relations entre les deux Allemagnes et un avenir de paix, levant son verre à la santé et au bien tant du chancelier que de toutes les personnalités présentes. Tel fut le déroulement de la réunion des deux chefs d'Etat qui allait se terminer par un communiqué commun.

III. Les résultats de la rencontre

Le communiqué commun sur la visite du secrétaire général du parti SED et de la RDA, Erich Honecker, du 7 au 11 septembre 1987, en RFA.

Il concerne les relations entre les deux pays, le tourisme, les sports, les questions culturelles et économiques entre les deux Allemagnes, ainsi que les droits de l'homme et le désarmement.

Il signale que, pendant le séjour en RFA du chef de la RDA, ont été réalisés les accords suivants:

- des conventions sur la protection de l'environnement,
- un accord sur la protection contre les radiations,
- un accord sur la coopération scientifique et technique.

Les entretiens entre le chancelier fédéral et le chef de la RDA se sont poursuivis dans une atmosphère ouverte, qui a permis un important échange de vues relatif aux relations entre les deux pays. Ont pris part à ces conversations notamment les ministres ouest-allemands Bange-

mann, Wilms, Schäuble et est-allemands Fischer, Beil, ainsi que d'autres personnalités.

Le chancelier Kohl et le secrétaire général Honecker ont été d'accord sur la nécessité, pour les deux pays, du fait des responsabilités découlant de leur histoire commune, d'assumer des efforts particuliers en vue de la coopération pacifique en Europe. Du sol allemand, a-t-il été dit une fois de plus, ne devra plus jamais sortir un conflit, mais la paix. Tous soulignaient l'importance en ce sens d'une collaboration pacifique, pour un dialogue dans et au-delà de l'Europe. Et ils constataient que l'accord de décembre 1972 entre les deux pays détermine bien leurs relations actuelles.

Compte tenu des faits fondamentaux en cause, les deux parties envisagent des relations normales entre voisins et la volonté d'exploiter encore davantage les possibilités de l'entente conclue, mais dans le respect de l'indépendance de chacun dans ses affaires intérieures et extérieures. Les représentants des deux pays affirmaient l'effet positif de l'accord du 3 septembre 1971 sur l'Europe centrale et les relations Est-Ouest. Ils enregistraient avec satisfaction les mesures intervenues pour les voyages privés de part et d'autre et le développement du tourisme. Ils confirmaient le désir d'intensifier notamment les déplacements touristiques et les contacts entre les jeunes des deux pays.

Les questions humaines et particulièrement la réunion des familles ont

fait l'objet d'entretiens entre le chancelier et le secrétaire général, qui ont apprécié le travail accompli par la commission des frontières. Ils forment donc des vœux pour une heureuse fin des affaires en cours.

D'autres sujets ont été évoqués, notamment la coopération scientifique et technique, les relations commerciales, par des mesures facilitant les échanges et le règlement d'affaires entre les deux Allemagnes. Les relations avec Berlin, les échanges postaux, le processus CSCE ont été largement évoqués et, de part et d'autre, on été enregistrés avec satisfaction les progrès de ces négociations. En particulier a été constatée la perspective d'une élimination des missiles intermédiaires d'une portée de plus de 500 km, en vue de la sécurité de l'Europe et de l'Asie.

Le chancelier Kohl évoquait le concept de l'Alliance atlantique d'un équilibre des forces classiques de part et d'autre, ainsi que l'élimination des armes chimiques.

Les deux parties préconisaient une réduction de 50% des armes offensives stratégiques et un certain désarmement des moyens conventionnels de l'Atlantique à l'Oural. Le chancelier Kohl et le secrétaire général Honecker formaient des vœux pour les négociations en vue d'une diminution des armements en Europe centrale. En outre, ils étaient d'accord pour un renforcement des Nations Unies et pour un forum universel en vue d'une solution pacifique des problèmes de

politique mondiale, du dialogue sur le désarmement. Et ils concluaient que la poursuite de leurs échanges de vues était à intensifier à un niveau politique et général supérieur. A la fin de la réunion, M. Honecker invitait le chancelier Kohl à une visite en RDA, suite à la sienne en RFA.

La rencontre a donné lieu à plusieurs accords concrets entre les gouvernements des deux Allemagnes.

1) L'accord sur la coopération scientifique et technique, signé le 8 septembre 1987 à Bonn.

Afin de favoriser la coopération internationale en matière scientifique et technique, les dispositions suivantes ont été adoptées:

– Comme l'indique l'article 2 de la convention, une coopération a été instaurée, portant sur tous les domaines des sciences de la nature, celle des ingénieurs. Un échange des données de la recherche dans chacun des pays et la coopération des centres de documentation intéressés étaient prévus. Les deux pays agiront en ce sens et prendront les décisions utiles, conformément aux réglementations intérieures de part et d'autre. Une commission sera formée, comportant des membres nommés par chaque Etat, afin de concrétiser la coopération envisagée.

Les principes des échanges d'informations seront formulés, compte tenu des liens en vigueur de part et d'autre. Et la convention signée s'appliquera également à Berlin.

2) L'accord concernant la protection de l'environnement, signé le 8 septembre 1987.

Les deux parties s'engagent à procéder à une coopération pour la protection de l'environnement, se référant au traité intervenu le 21 décembre 1972, dans l'intention de réaliser les mesures prévues dans les accords de Genève (1979) et d'Helsinki (1985) ainsi que par la conférence multilatérale de Munich (1984), afin de contribuer efficacement à la protection générale de l'environnement.

Les différents articles de la convention concernent les mesures à prendre en vue de la collaboration prévue et préconisent celles à envisager dans les domaines concernés. Les dispositions prises s'appliqueront également à Berlin.

3) L'accord sur les échanges d'informations sur la protection contre les effets des radiations, signé le 8 septembre 1987.

Les deux parties s'engagent à s'informer réciproquement sans délai des accidents survenus considérés, ainsi que des mesures prises de leur fait.

Des consultations périodiques, au moins une fois par an, devront être prévues. Et les renseignements communiqués, à moins d'avoir été fournis à titre confidentiel, pourront être utilisés sans restriction.

Dans une annexe sont énumérées les catégories d'informations à fournir de part et d'autre.

IV. La fin du séjour de M. Honecker en Allemagne fédérale

Elle a d'abord été marquée par le passage du chef est-allemand dans sa Sarre natale, puis en Bavière. A Neunkirchen, il déclarait que, conformément aux accords intervenus, les Allemands des deux zones parviendront à une parfaite entente. Les frontières, dit-il, ne les sépareront plus, mais les feront coexister, comme c'est le cas entre la Pologne et la RDA.

A Munich, dans une longue allocution, le premier ministre Franz Joseph Strauss, lors d'un déjeuner en l'honneur du chef est-allemand, soulignait la coopération intervenue entre les deux Allemagnes. Les frontières, dit-il, rapprochent au lieu de séparer. Et il évoquait l'effort entrepris par la RFA pour préserver la conscience de l'unité de la nation allemande. Le mur de Berlin, déclarait-il, ne correspond pas à la nouvelle phase engagée. Et les paroles librement prononcées et répétées par M. Honecker dans sa patrie sarroise laissent entrevoir un avenir meilleur. A travers les frontières devient possible un dialogue dépassant largement les questions militaires et s'étendant à tous les problèmes politiques, y compris ceux de la coopération scientifique, technique et économique.

Au terme de sa visite, M. Honecker déclarait que celle-ci avait été un plein succès de la politique, de la raison et du sens des réalités, un gain pour les hommes et pour la paix. Il répétait, une fois encore, que «jamais la guerre,

mais la paix» devait émaner de l'Allemagne. Il affirmait la fin de la course aux armements et il proclamait que le dialogue pour la paix s'imposait à la France et à l'Allemagne. Une large approbation par l'Allemagne de l'Ouest de la position de celle de l'Est a animé, estime-t-il, le dialogue tenu. Et il proclamait la fidélité aux accords conclus, le respect de la souveraineté et de l'égalité des droits des deux Allemagnes.

Mais, concluait-il, des résultats ont été obtenus au cours de cette rencontre et d'autres pourront encore être atteints, car la RDA, en ce qui la concerne, s'efforce de ne manquer ni de bonne volonté, ni du sens des réalités. En fin de réunion, le secrétaire général Honecker exprimait toute sa reconnaissance pour l'accueil chaleureux reçu en RFA. Il remerciait aussi l'administration fédérale d'avoir si pleinement et si constamment informé l'opinion locale des phases successives de sa visite...

*
* *

Que conclure de cette émouvante rencontre entre les Allemands d'une Allemagne si cruellement séparée? Tout simplement qu'ils avaient tous le sentiment, comme il a été dit lors d'une réunion antérieure, d'une Allemagne «qui n'a pas commencé seulement avec Bismarck et n'est pas morte avec Hitler». Et peut-être aussi appartenaient-ils à une certaine Europe et à un certain Occident.

F.-Th. S.